



Assemblée générale

Distr. générale
23 janvier 2018

Soixante-douzième session
Point 107 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2017

[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/72/440)]

72/193. Promouvoir l'application pratique de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela)

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit que l'Organisation des Nations Unies se préoccupe de longue date de l'humanisation de la justice pénale et de la protection des droits de l'homme, et soulignant l'importance capitale de ces droits dans l'administration courante de la justice pénale et la prévention de la criminalité,

Rappelant sa résolution 65/230 du 21 décembre 2010, intitulée « Douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale », dans laquelle elle a prié la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de créer un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé d'échanger des informations sur les meilleures pratiques, les législations nationales et le droit international existant, et sur la révision de l'ensemble existant de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, afin qu'elles tiennent compte des progrès récents de la science pénitentiaire et des meilleures pratiques en la matière,

Ayant à l'esprit les longues consultations qui se sont tenues sur une période de cinq ans pour aboutir aux recommandations du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et qui ont compris les consultations préliminaires techniques ayant fait appel à des experts, les réunions organisées à Vienne, à Buenos Aires et au Cap (Afrique du Sud) et l'active participation et l'apport des États Membres de toutes les régions, avec le concours de représentants du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et d'autres entités des Nations Unies, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, d'organisations intergouvernementales, y compris le Comité international de la Croix-Rouge,



d'institutions spécialisées des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, et d'organisations non gouvernementales et d'experts dans les domaines de la science pénitentiaire et des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution [70/175](#) du 17 décembre 2015, intitulée « Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) », dans laquelle elle a adopté le projet de texte révisé de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, intitulé « Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus », et a approuvé la recommandation du Groupe d'experts tendant à donner à l'Ensemble le nom de « Règles Nelson Mandela » pour rendre hommage à l'œuvre accomplie par l'ancien Président sud-africain, Nelson Rolihlahla Mandela, qui, du fait de son combat mondial en faveur des droits de l'homme, de l'égalité, de la démocratie et de la promotion d'une culture de paix, a passé 27 ans de sa vie en prison,

Rappelant également que, dans sa résolution [70/175](#), elle a décidé d'étendre la portée de la Journée internationale Nelson Mandela, célébrée chaque année le 18 juillet¹, pour qu'elle serve également à promouvoir des conditions de détention humaines, à sensibiliser l'opinion au fait que les détenus continuent de faire partie de la société et à reconnaître l'importance particulière du travail social accompli par le personnel pénitentiaire et, à cette fin, a invité les États Membres, les organisations régionales et les organismes des Nations Unies à la célébrer comme il se doit,

Rappelant en outre que, dans la même résolution, elle a invité la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à envisager, à ses sessions suivantes, de convoquer à nouveau le Groupe d'experts, pour qu'il identifie les enseignements tirés de l'expérience, les moyens de poursuivre l'échange de bonnes pratiques et les problèmes que pose l'application pratique des Règles Nelson Mandela,

Rappelant sa résolution [71/188](#) du 19 décembre 2016, intitulée « Les droits de l'homme dans l'administration de la justice », dans laquelle elle s'est félicitée de l'adoption des Règles Nelson Mandela, a mesuré l'importance du principe selon lequel, sous réserve des restrictions légitimes manifestement dictées par son incarcération, toute personne privée de liberté doit continuer à jouir de ses droits individuels intangibles et de tous les autres droits de l'homme et libertés fondamentales, et a rappelé que la réinsertion et la réadaptation sociales des personnes privées de liberté devaient constituer l'un des objectifs fondamentaux du système de justice pénale de sorte que, dans toute la mesure possible, les auteurs d'infractions puissent vivre dans le respect des lois et subvenir à leurs besoins lorsqu'ils reprennent leur place dans la société,

Réaffirmant sa résolution [71/209](#) du 19 décembre 2016, intitulée « Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique », par laquelle elle a engagé les États Membres à appliquer, selon qu'il conviendrait, les Règles Nelson Mandela, en tenant compte de l'esprit et de l'objet de ces règles, et a encouragé les États Membres à prendre, en fonction du contexte national, les mesures voulues pour que soient diffusées, utilisées et appliquées les règles et normes de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et notamment à étudier et, s'ils le jugeaient nécessaire, à diffuser les manuels et guides conçus et publiés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Rappelant les autres règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale portant sur le traitement des détenus et les mesures de substitution à l'emprisonnement, en particulier les dispositions visant à

¹ Voir résolution [64/13](#).

assurer l'application effective de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus², l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement³, les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus⁴, les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)⁵, les Principes directeurs applicables à la prévention du crime⁶ et les Principes fondamentaux concernant le recours à des programmes de justice réparatrice en matière pénale⁷,

Consciente qu'il faut faire preuve de vigilance dans l'administration de la justice face à la situation particulière des enfants, des mineurs et des femmes, surtout lorsqu'ils sont privés de liberté, comme le prévoient l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)⁸, les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad)⁹, les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté¹⁰ et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok)¹¹,

Sachant que la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public, qui a été adoptée à l'issue du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu au Qatar en avril 2015¹², souligne qu'il faut adopter des politiques en faveur des détenus qui soient axées sur la formation, le travail, les soins médicaux, la réadaptation, la réinsertion sociale et la prévention de la récidive, et améliorer celles qui existent, et envisager de concevoir, et de renforcer, les politiques voulues pour soutenir les familles des détenus, mais aussi promouvoir et encourager le recours à des peines alternatives à l'emprisonnement, selon qu'il convient, et passer en revue ou réformer les procédures de justice réparatrice et autres à l'appui d'une réinsertion réussie,

Préoccupée par les conséquences néfastes qu'a la surpopulation carcérale pour l'exercice des droits de l'homme par les détenus,

Notant le besoin constant qu'il y a d'intensifier le partage d'informations et de données d'expérience et l'assistance technique pour améliorer, lorsqu'il y a lieu, les conditions de détention et relever différents défis importants tels que la surpopulation, en tenant compte des règles et normes internationales pertinentes,

Soulignant le fait que, bien qu'elles ne soient pas juridiquement contraignantes, les Règles Nelson Mandela représentent, dans leur ensemble, les conditions minimales acceptées comme convenables par les Nations Unies, et énoncent ce qui est généralement accepté comme étant de bons principes et de bonnes pratiques de traitement des détenus et de gestion des prisons,

² Résolution 1984/47 du Conseil économique et social, annexe.

³ Résolution 43/173, annexe.

⁴ Résolution 45/111, annexe.

⁵ Résolution 45/110, annexe.

⁶ Résolution 2002/13 du Conseil économique et social, annexe.

⁷ Résolution 2002/12 du Conseil économique et social, annexe.

⁸ Résolution 40/33, annexe.

⁹ Résolution 45/112, annexe.

¹⁰ Résolution 45/113, annexe.

¹¹ Résolution 65/229, annexe.

¹² Résolution 70/174, annexe.

Prenant acte de la diversité des cadres juridiques des États Membres et reconnaissant, à cet égard, que les États Membres peuvent adapter l'application des Règles Nelson Mandela, conformément à leur cadre juridique, selon qu'il y a lieu, compte tenu de l'esprit et des objectifs des Règles,

Notant avec inquiétude la persistance, dans diverses parties du monde, d'obstacles à une gestion des prisons conforme aux règles et normes internationales, tels que la surpopulation, les mauvaises conditions de détention qui peuvent avoir de graves conséquences médicales et la présence de détenus considérés comme étant à haut risque,

1. *Encourage* les États Membres à s'efforcer d'améliorer les conditions de détention et à promouvoir l'application pratique de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela)¹³, qui rassemble les normes minima universellement reconnues et actualisées pour le traitement des détenus, à utiliser ces règles comme guide pour l'élaboration des lois, des politiques et des pratiques pénitentiaires, à continuer d'échanger des bonnes pratiques et de recenser les problèmes qu'ils rencontrent dans l'application pratique de ces règles et à partager l'expérience qu'ils auront acquise en traitant ces problèmes ;

2. *Encourage également* les États Membres à s'attaquer à la question de la surpopulation carcérale par des mesures efficaces, y compris en multipliant et en généralisant les mesures de substitution à la détention provisoire et à l'emprisonnement, comme le prescrivent les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)⁵ et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok)¹¹, et en élargissant l'accès à l'aide juridique, en ayant recours à des mécanismes de prévention de la criminalité et à des régimes de libération anticipée et de réadaptation ainsi qu'en donnant à la justice pénale les moyens de son efficacité ;

3. *Salue* la création du Groupe des Amis des Règles Nelson Mandela, groupe informel à composition non limitée, basé à Vienne, qui réunit des États Membres attachés aux mêmes principes, et salue aussi la tenue, lors de la vingt-sixième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, de la première réunion du Groupe, qui a décidé à cette occasion que ses principaux objectifs seraient les suivants :

a) Maintenir l'élan créé par l'adoption des Règles Nelson Mandela sur le plan de la gestion et de la réforme pénitentiaires, en faisant mieux connaître ces règles et en favorisant l'application pratique à l'échelle mondiale ;

b) Organiser, lors des futures sessions de la Commission, des consultations d'experts sur les aspects prioritaires de la gestion des prisons, et faciliter l'adoption de positions communes, selon qu'il convient ;

c) Servir de principal mécanisme de soutien à l'assistance technique fournie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans le cadre de son Programme mondial visant à relever les défis pénitentiaires ;

d) Favoriser la participation la plus large possible des États Membres aux célébrations annuelles de la Journée internationale Nelson Mandela, qui a lieu le 18 juillet, avec pour objectif supplémentaire de promouvoir des conditions de détention humaines ;

¹³ Résolution 70/175, annexe.

4. *Remercie* le Gouvernement sud-africain d'avoir été à l'initiative du Groupe des Amis des Règles Nelson Mandela et d'en assurer la présidence, dans la continuité du rôle de premier plan qu'il a tenu tout au long du processus d'examen de l'Ensemble de Règles minima pour le traitement des détenus, notamment en accueillant la dernière réunion du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, tenue au Cap (Afrique du Sud), du 2 au 5 mars 2015 ;

5. *Invite* tous les États Membres à envisager de prendre une part active au Groupe des Amis des Règles Nelson Mandela afin de créer un cadre informel qui permette d'échanger des vues, des données d'expérience et des informations sur les difficultés rencontrées dans l'application pratique de ces règles ;

6. *Estime* qu'une bonne gestion des prisons et un traitement des détenus conforme aux règles et normes internationales de prévention du crime et de justice pénale peuvent également faciliter la mise en œuvre, par les États Membres, du Programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁴ et la réalisation de ses objectifs 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous) et 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), notamment ;

7. *Accueille avec satisfaction* le Programme mondial visant à relever les défis pénitentiaires, lancé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que l'assistance technique et les services consultatifs que celui-ci fournit aux États Membres, sur leur demande, avec pour triple préoccupation de rationaliser le recours à l'incarcération, d'améliorer les conditions de détention et de renforcer la gestion des prisons, et de faciliter la réinsertion sociale des détenus à leur libération ;

8. *Réaffirme* que le traitement de toutes les catégories de détenus devrait reposer sur de bonnes pratiques de gestion des prisons inspirées des règles et normes internationales de prévention du crime et de justice pénale et souligne, à cet égard, l'intérêt que présentent les Règles Nelson Mandela pour ce qui est de traiter les problèmes particuliers posés par les détenus à haut risque ;

9. *Se félicite* des activités d'assistance technique menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en étroite collaboration avec des experts nationaux des États Membres et avec l'appui financier du Gouvernement allemand en ce qui concerne les Règles Nelson Mandela, notamment des documents d'orientation produits pour aider les services pénitentiaires à les appliquer, y compris dans le domaine de la gestion des détenus à haut risque ;

10. *Prend note avec satisfaction* du soutien financier apporté par le Gouvernement qatarien en vue de faciliter l'application de la Déclaration de Doha sur l'intégration de la prévention de la criminalité et de la justice pénale dans le programme d'action plus large de l'Organisation des Nations Unies visant à faire face aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public¹², sous la forme d'un programme d'assistance technique mis en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et comprenant un volet spécialement destiné à promouvoir la réadaptation et la réinsertion sociale des détenus ;

11. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer à assurer une large diffusion des Règles Nelson Mandela, de concevoir des supports

¹⁴ Résolution 70/1.

d'orientation et de fournir, à leur demande, une assistance technique et des services consultatifs aux États Membres dans le domaine de la réforme pénale pour qu'ils puissent mettre au point des lois, procédures, politiques et pratiques conformes auxdites règles ou renforcer celles qui existent déjà ;

12. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de faciliter, dans les limites de son mandat, l'échange, entre les États Membres, d'informations et de données d'expérience relatives à l'application pratique des Règles Nelson Mandela ;

13. *Encourage* les États Membres à envisager d'affecter les ressources humaines et financières voulues pour aider à améliorer les conditions de détention, y compris par la mise à niveau et la modernisation des établissements pénitentiaires, et à appliquer les Règles Nelson Mandela, et invite les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins susmentionnées, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies ;

14. *Reconnaît* le rôle important que jouent le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en contribuant à la diffusion, à la promotion et à l'application pratique des Règles Nelson Mandela, et les invite à poursuivre leur coopération et leur action conjointe.

*73^e séance plénière
19 décembre 2017*